

# Ordonnance sur le système d'information central sur la migration (Ordonnance SYMIC)

Modification du 2 septembre 2015

---

*Le Conseil fédéral suisse  
arrête:*

I

L'ordonnance SYMIC du 12 avril 2006<sup>1</sup> est modifiée comme suit:

*Art. 9, let. r*

Le SEM peut accorder aux autorités ci-après un accès direct par procédure d'appel aux données relevant du domaine des étrangers:

- r. l'Office fédéral des assurances sociales, pour qu'il puisse accomplir les tâches qui lui incombent:
  1. en tant qu'autorité compétente en matière d'entraide administrative conformément à l'art. 76, par. 2, du règlement (CE) n° 883/2004<sup>2</sup>,
  2. en tant qu'organisme de liaison dans la mise en œuvre de l'entraide administrative en matière de prestations familiales conformément aux art. 67 à 69 du règlement (CE) n° 883/2004.

*Art. 10, let. o et p*

Le SEM peut accorder aux autorités ci-après un accès direct par procédure d'appel aux données relevant du domaine de l'asile:

- o. les représentations suisses à l'étranger et les missions, pour qu'elles puissent vérifier s'il existe une procédure d'asile concernant un requérant;
- p. le Secrétariat d'Etat, la Direction politique et la Direction consulaire du DFAE, pour qu'ils puissent vérifier s'il existe une procédure d'asile concernant un requérant.

*Annexe 1*

L'annexe 1 est remplacée par la version ci-jointe.

<sup>1</sup> RS 142.513

<sup>2</sup> Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, JO L 166 du 30.4.2004, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 1372/2013, JO L 346 du 20.12.2013, p. 27.

## II

L'ordonnance VIS du 18 décembre 2013 (OVIS)<sup>3</sup> est modifiée comme suit:

*Insérer après le titre de la section 2*

*Art. 5a* Demandes électroniques de visa Schengen et enregistrement intermédiaire des données

<sup>1</sup> Le demandeur de visa Schengen peut transmettre par voie électronique les données personnelles requises dans le cadre de sa demande à l'autorité chargée des visas.

<sup>2</sup> Les émoluments peuvent être acquittés par voie électronique.

<sup>3</sup> Les données visées à l'al. 1 peuvent être enregistrées dans une mémoire intermédiaire sur les serveurs du Département fédéral de justice et police (DFJP) pendant quatre mois au plus.

*Art. 5b* Traitement des données par des prestataires de services externes

<sup>1</sup> Le demandeur peut transmettre les données personnelles requises dans le cadre de sa demande de visa à un prestataire de services externe auquel des tâches sont déléguées dans le cadre de la procédure d'octroi de visa.

<sup>2</sup> Le prestataire de services externe saisit les données personnelles conformément à l'annexe X du règlement (CE) n° 810/2009<sup>4</sup> (code des visas UE), sur un support personnel qu'il transmet à l'autorité compétente en matière de visas.

*Art. 6, titre et al. 1*

Saisie des données dans ORBIS par les autorités compétentes en matière de visas

<sup>1</sup> Lorsqu'une demande de visa est recevable en vertu de l'art. 19 code des visas UE<sup>5</sup>, les autorités compétentes en matière de visas saisissent dans ORBIS, conformément aux art. 8 à 14 du règlement VIS UE<sup>6</sup>, les données mentionnées à l'annexe 2, en procédant d'abord par les données de la catégorie I, puis, en fonction du déroulement de la procédure, par celles des catégories II à VI.

<sup>3</sup> RS 142.512

<sup>4</sup> Règlement CE n° 810/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas (code des visas), JO L 243 du 15.9.2009, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 610/2013, JO L 182 du 29.6.2013, p. 1.

<sup>5</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 5b, al. 2.

<sup>6</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

*Art. 23, let. d*

Lors du dépôt d'une demande de visa, les autorités compétentes en matière de visas consultent systématiquement via ORBIS, pour autant qu'elles soient autorisées à y accéder, les banques de données suivantes:

- d. la base de données d'Interpol concernant les documents de voyage volés ou perdus (ASF-SLTD) prévue par l'ordonnance Interpol du 21 juin 2013<sup>7</sup>.

*Art. 36, al. 1*

<sup>1</sup> Le conseiller à la protection des données du DFJP contribue à faire respecter les dispositions relatives à la protection des données. Il coordonne l'exécution des tâches visées à l'al. 2 avec les offices concernés.

*Annexe 2*

L'annexe 2 est modifiée conformément au texte ci-joint.

## III

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

2 septembre 2015

Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga  
La chancelière de la Confédération, Corina Casanova

*Annexe à l'ordonnance SYMIC (ch. I)**Annexe I*  
(art. 4, al. 3)**Niveaux d'accès et autorisations de traitement des données****Légende***Niveaux d'accès*

A	consulter en ligne
B	traiter
W	transmission individuelle via une plateforme TIC
Vide	pas d'accès

*Unités d'organisation*

AS	Services de coordination asile et réfugiés
AFC	Administration fédérale des contributions
AFD	Administration fédérale des douanes (y compris Section antifraude douanière, entraide administrative et judiciaire internationale)
CdC	Centrale de compensation
CDF	Contrôle fédéral des finances
CdH	Autorités cantonales et communales de contrôle des habitants
COM	commissions tripartites selon l'art. 7, al. 1, let. d, de la loi du 8 octobre 1999 sur les travailleurs détachés <sup>8</sup>
CP	autorités cantonales et communales de police
SRC	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, Service de renseignement de la Confédération
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères, Secrétariat d'Etat, Direction politique et Direction consulaire
EC	autorités cantonales et communales de l'état civil
Fedpol	Office fédéral de la police
– I	Service juridique
– II	Police judiciaire fédérale (PJF)
– III	Bureau central national INTERPOL, Division Centrale d'engagement (en particulier le bureau SIRENE), Section Documents d'identités et recherches de personnes disparues, Division AFIS/DNA Services, Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS)

<sup>8</sup> RS 823.20

- 
- IV Section RIPOL, Recherche de personnes, Section RIPOL, Recherche d'objets/Infractions non élucidées et Section Systèmes de police
  - IC autorités cantonales fiscales
  - MIGRA autorités cantonales, régionales et communales compétentes en matière d'étrangers et Autorités liechtensteinoises compétentes en matière d'étrangers
  - NAT autorités cantonales compétentes en matière de nationalité
  - OCF organes fédéraux et cantonaux de contrôle à la frontière
  - OCT offices cantonaux et communaux du travail
  - OFAS Office fédéral des assurances sociales
  - OFJ Office fédéral de la justice, Domaine de direction Entraide judiciaire internationale, Domaine de direction Droit privé
  - RSE Représentations suisses à l'étranger et Missions
  - SEM Secrétariat d'Etat aux migrations
    - I Planification et ressources
    - II collaborateur spécialisé dans le domaine des étrangers (domaine de la nationalité non compris)
    - III Service des dossiers
    - IV collaborateur spécialisé dans le domaine de l'asile
    - V collaborateur spécialisé dans le domaine de la nationalité
  - TAF Tribunal administratif fédéral
    - I troisième cour du Tribunal administratif fédéral
    - II quatrième et cinquième cours du Tribunal administratif fédéral

## Catalogue des données SYMIC

Champs de données SYMIC	SEM					Partenaires du SEM																																
	I	II	III	IV	V	MIGRA	OCT	OCF	CP	EC	Fedpol				SRC	TAF I	CdC	RSE	DFAE	TAF II	OFJ	COM	NAT	CDF	AS	IC	CdH	AFC	AFD	OFAS								
											I	II	III	IV																								
<b>I. Données de base</b>																																						
<i>1. Identité</i>																																						
Noms d'emprunt	B	B	B	B	B	B	B	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A	A	
Noms	B	B	B	B	B	B	B	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A	A
Prénoms	B	B	B	B	B	B	B	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A	A	
Date de naissance	B	B	B	B	B	B	B	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A	A	
Nationalité	B	B	B	B	B	B	B	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A	A		
Sexe	B	B	B	B	B	B	B	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A	A		
Etat civil	B	B	B	B	B	B	B	B	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A	A			
<i>2. Numéro personnel</i>																																						
N° personnel SYMIC (e-Dossier)	B	A	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A		
N° personnel domaine des étrangers	B	A	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A			A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A					
N° personnel domaine de l'asile	B	A	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A			A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	W	A	A						
N° d'assuré AVS	B	A	B	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A			A	A		A		A	A	A	A	W	A	A	A	A						















Champs de données SYMIC	SEM					Partenaires du SEM																								
						MIGRA	OCT	OCF	CP	EC	Fedpol				SRC	TAF I	CIC	RSE	DFAE	TAF II	OFI	COM	NAT	CDF	AS	IC	AFC	AED	OFAS	
	I	II	III	IV	V						I	II	III	IV																
<i>g. Décision préalable en fonction du marché du travail (AVOR)</i>																														
Référence du bureau de travail	B	B	A			B	B																					A	A	
Durée de validité de la décision	B	B	A			A	B																					A	A	
Genre de contingent	A	A	A			A	A																					A	A	
Numéro de contingent	A	A	A			A	A					A																A	A	
Période de contingent	B	B	A			A	B					A																A	A	
Nombre d'unités du contingent	A	A				A	A					A																A	A	
Date d'enregistrement	B	B	B			A	A																					A	A	
Date de la demande	B	B	B			A	A																					A	A	
Article (demandé/autorisé)	B	B	B			A	A																					A	A	
Nombre de mois (max./min.)	B	B	B			A	A																					A	A	
Etat du traitement	B	B	B			A	A																					A	A	
Motif	B	B	B			A	A																					A	A	
Référence de l'entreprise	B	B	B			A	A																					A	A	
<i>h. Activité lucrative</i>																														
Activité exercée	B	B	A	B		A	B	B	B	A			A	A	A	A	A	A			A	A	A	A			A	A	A	A
Position dans la profession	B	B	A	B	A	B	B						A	A							A	A	A	A				A	A	
Prise et cessation d'emploi	B	B	A	B	A	B	B	A					A	A							A	A					A	A	A	A
Pays de travail	B	B	A	A	A	B	B	A					A	A							A	A						A	A	A
Activité lucrative secondaire	B	B	A	B	A	B	B						A	A							A	A						A	A	A
Nombre d'heures de travail hebdomadaires	B	B	A	A	A	B	B	A					A	A							A	A						A	A	A
Lieu et adresse de détachement	B	A				B	B	A					A														A	A	A	A

Champs de données SYMIC	SEM					Partenaires du SEM																								
	I	II	III	IV	V	MIGRA	OCT	OCF	CP	EC	Fedpol				SRC	TAF I	CdC	RSE	DFAE	TAF II	OFJ	COM	NAT	CDF	AS	IC	AFC	AFD	OFAS	
Etat de la procédure d'annonce Accord sur la libre circulation UE et AELE	B	A				B	B	A	A		A	A	A	A	A							A						A	A	
Jours de prestation de service déjà accomplis	B	A				B	B	A				A										A						A	A	A
Décision négative concernant l'activité lucrative indépendante conformément à l'OLCP <sup>12</sup>	B	A				B	B					A										A				A	A	A		
Salaire	B	B				B	B															A					A	A		
<i>i. Données sur l'entreprise</i>																														
Numéro SYMIC	A	A	A	A	A	A	A								A	A				A		A				A	A	A	A	A
Nom de la firme	B	B	A	B	A	B	B	A	A		A	A	A	A	A	A				A	A	A				A	A	A	A	A
Adresse	B	B	A	B	A	B	B	A	A		A	A	A	A	A	A				A	A	A				A	A	A	A	A
Agglomération	B	B	A	B	A	B	B					A			A	A						A					A	A	A	
Groupe économique	B	B	A	B	A	B	B					A			A	A						A					A	A	A	
Commune de travail	B	B	A	B	A	B	B					A			A	A			A			A					A	A	A	A
Dernière mutation (utilisateur, date)	A	A	A	A	A	A	A					A			A	A						A				A	A	A	A	A
Pays (code)	B	B	A	B	A	B	B					A			A	A						A					A	A	A	
Numéro collectif d'entreprise	B	B	A	B	A	B	B					A			A	A						A					A	A	A	
Nombre maximum de danseuses par établissement	B	B	B			A	A					A																		
Entreprise	B	A				B	B					A										A						A	A	A

<sup>12</sup> Ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes, RS 142.203



Champs de données SYMIC	SEM					Partenaires du SEM																								
	I	II	III	IV	V	MIGRA	OCT	OCF	CP	EC	Fedpol				SRC	TAF I	CdC	RSE	DFAE	TAF II	OFJ	COM	NAT	CDF	AS	IC	AFC	AFD	OFAS	
Date de l'entrée en force de la décision	B	A	B	A	B	A					I	II	III	IV	A	A							A							
Dispositions et mesures prises	B	A	B	A	B	A										A							A							
Noms et adresses des personnes concernées	B	A	B		B	A										A							A							
Contrôle du règlement du cas	B	A	B		B	A										A							A							
<i>k. Naturalisation: procédure d'annulation</i>																														
Date de la dernière décision rendue	B		B		B																									
Date de naissance de la personne dont la nationalité doit être annulée	B		B		B																									
Date de naissance du conjoint ou du partenaire enregistré	B		B		B																									
Date du mariage	B		B		B																									
Nom et prénom du conjoint suisse	B		B		B																									
Date de l'audition directe du conjoint	B		B		B																									
Date de l'audition cantonale du conjoint	B		B		B																									
Date de la séparation	B		B		B																									
Nombre de mois jusqu'à la séparation	B		B		B																									
Déclaration de communauté de vie	B		B		B																									
Date de la signature de la déclaration de communauté de vie	B		B		B																									
Auteur de la demande de divorce	B		B		B																									
Date de la demande de divorce	B		B		B																									
Date du divorce	B		B		B																									





Champs de données SYMIC	SEM					Partenaires du SEM																									
	I	II	III	IV	V	MIGRA	OCT	OCF	CP	EC	Fedpol				SRC	TAF I	CdC	RSE	DFAE	TAF II	OFJ	COM	NAT	CDF	AS	IC	AFC	AFD	OFAS		
Date et heure du refolement	B	A	A	A	A	A		B	A		A	A	A		A	A		A	A		A							A	A		
Un rapport de police a été établi (oui/non)	B	A	A	A	A	A		B	A		A	A	A		A	A		A	A		A							A	A		
Motifs du refolement (code)	B	A	A	A	A	A		B	A		A	A	A		A	A		A	A		A						A	A			
Date et heure de la remise de l'intéressé à la police	B	A	A	A	A	A		B	A		A	A	A		A	A		A	A		A						A	A			
<i>n. Remarques structurées</i>																															
Codes d'observation	B	B	B	A	A	B	B						A				A	A	A	A											
Codes d'observation valables du/au	B	B	B	A	A	B	B						A				A	A													
Collaborateur	B	B	B	A	A	B	B						A				A														
Utilisateur	B	B	B	A	A	B	B						A				A	A													
Date de la mutation	B	B	B	A	A	B	B						A				A	A													
<i>o. Recherche d'adresses</i>																															
Requérant (nom et adresse: seulement pour le décompte des taxes)	B			A	A																										
<i>p. Emoluments</i>																															
Emoluments des autorités chargées des questions relatives aux étrangers	B	B	A	A	A	B	B																								
Emoluments des offices cantonaux du travail	B	B		A	A	B	B																								
Emoluments des services de naturalisation	B	B		A	A																						B				
Balance de la caisse	B	B				B																									
<i>q. Journal des mutations</i>																															
Genre de mutation	A	A	A	A	A	A	A	A									A	A									A	A			
Utilisateur	A	A	A	A	A	A	A	A									A	A									A	A			



Champs de données SYMIC	SEM					Partenaires du SEM																														
	I	II	III	IV	V	MIGRA	OCT	OCF	CP	EC	Fedpol				SRC	TAF I	CdC	RSE	DFAE	TAF II	OFJ	COM	NAT	CDF	AS	IC	CdH	AFC	AFD	OFAS						
<i>3. Domaine de l'asile</i>																																				
<i>a. Identité</i>																																				
Religion	B	A	B	B	A	A		A	A		A	A	A	A	A	A				A	A				A					A			A	A		
Langue maternelle	B	A	B	B	A	A		A			A	A	A	A	A	A				A	A				A							A		A	A	
Appartenance ethnique	B	A	B	B	A	A		A	A		A	A	A	A	A	A				A	A				A									A	A	
Nationalité à la naissance	B	A		B	A	A		A	A		A		A		A	A									A									W	A	A
Lieu de naissance	B	A		B	A	A		A	A		A		A		A	A									A									W	A	A
Origine (code)	B	B		B	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A					A					A								W	A	A	
Noms et prénoms des parents	B	A	B	B	A	A		A	A	A	A	A	A	A	A	A				A	A		A		A								W	A	A	
Moyens financiers propres	B	A	B	B	A	A														A					A									A	A	
Déclaration de prise en charge	B	A	B	B	A	A														A					A										A	A
Adresse	B	A	B	A	A	B		A	A	A	A	A	A	A	A					A	A				A								W	A	A	
Catégories d'identité (code NINA)	B	A	B	A	A	A																												A	A	

Champs de données SYMIC	SEM					Partenaires du SEM																										
	I	II	III	IV	V	MIGRA	OCT	OCF	CP	EC	Fedpol				SCR	TAF I	CIC	RSE	DEAE	TAF II	OFJ	COM	NAT	CDF	AS	IC	AFC	AFD	OFAS			
											I	II	III	IV																		
<i>b. Pièces d'identité du pays d'origine</i>																																
Classification (original, copie,...)	B	A	B	B	A	A		A	A		A	A	A	A	A	A				A	A					A						
<i>c. Procédure</i>																																
<i>En général:</i>																																
Type de l'affaire	B	A	B	A	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A			A	A	A	A					
Manière de régler l'affaire	B	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A	A	A			A	A			A	A	A	A					
Etat de la procédure	B	A	B	A	A	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A	A			A	A			A	A	A	A					
Noms et adresses des personnes concernées	B	A	B	A	A	A		A	A		A	A	A	A	A					A	A					A						
Canton d'attribution	B	A	B	A	A	A		A	A	A	A	A	A	A	A					A	A					A						
Date de l'entrée de l'affaire	B	A	B	A	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A		A	A	A	A	A			A	A	A	A					
Date du règlement de l'affaire	B	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A			A	A	A	A					
Entrée en force	B	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A			A	A	A	A					
Délais	B	A	B	A	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A	A				A	A			A	A	A	A					
Code d'observation	B	A	B	A	A	A		A												A												
Date du dépôt et du règlement du recours	B	A	B	A	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A		A	A	A	A	A			A	A	A	A					
Collaborateur compétent	A	A	B	B	A	A	A	A	A		A	A	A	A	A					A				A	A	A						
<i>Empreintes digitales:</i>																																
Numéro du contrôle de processus (PCN)	B	A	B	A	A	A		A	A		A	A	B	A	A	A					A	A										
Lieu et date du relevé des empreintes digitales	B	A	B	A	A	A		A	A		A	A	B	A	A	A					A	A										



*Annexe à l'OVIS (ch. II)*

*Annexe 2*

## **Droits d'accès à ORBIS**

*Légende et ch. VII*

### **Légende**

*Niveaux d'accès*

- A: Consulter en ligne  
B: Traiter et transférer les données au C-VIS conformément au règlement VIS UE<sup>13</sup>  
Vide: Pas d'accès

*Unités d'organisation*

- AFC: Administration fédérale des contributions  
AFD: Administration fédérale des douanes (y compris Section antifraude douanière, entraide administrative et judiciaire internationale)  
CdC: Centrale de compensation  
CP: Autorités cantonales de police opérant sur le territoire suisse dans le cadre des tâches du droit des étrangers  
DFAE: Département fédéral des affaires étrangères Secrétariat d'Etat, Direction consulaire et Direction politique  
DDPS: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports  
Service de renseignement de la Confédération (SRC)  
EC: Offices de l'état civil et leurs autorités de surveillance, ainsi que l'Office fédéral de l'état civil  
Fedpol: Office fédéral de la police, Service juridique, Police judiciaire fédérale (PJF), Bureau central national INTERPOL, Centrale d'engagement, Section Documents d'identités et recherches de personnes disparues, AFIS DNA Services, Section MROS, Section recherches RIPOL.  
MIGRA: Autorités cantonales, régionales et communales chargées des questions relatives aux étrangers  
OCF: Organes fédéraux et cantonaux procédant à des contrôles à la frontière extérieure Schengen et sur le territoire suisse, émetteurs de visas  
OFJ: Office fédéral de la justice, Division de l'entraide judiciaire internationale, le Domaine de direction Droit privé

<sup>13</sup> Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

- RSE: Représentations suisses à l'étranger et la Mission suisse auprès de l'ONU à Genève
- CT Collaborateur transférable ou collaborateur responsable avec compétence de décision sur les demandes de visas
  - CL Collaborateur local, sans compétence décisionnelle
- SEM: Secrétariat d'Etat aux migrations
- I: Section informatique et service des statistiques, Division Admission Séjour et division Entrée, Service des dossiers
  - II: Domaine de direction Asile, Division Admission Marché du travail
- TAF: Tribunal administratif fédéral: Troisième, quatrième et cinquième cours du Tribunal administratif fédéral



Dénomination des champs de données	SEM I	SEM II	MIGRA	OCF	CP	EC	Fedpol	SRC	TAF	RSE CT	RSE CL	DFAE	CdC	OFJ	AFC	AFD
<b>VII. Données utiles aux autorités suisses</b>																
Date de l'établissement de la déclaration de prise en charge	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Identité et profession des membres de la famille	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Parenté avec des citoyens UE/AELE	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Etat-civil	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Couverture des frais de séjour	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Déclaration de prise en charge (oui/non)	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Avis temporaire de transmission	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Numéro personnel SYMIC	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Durée du séjour autorisé par le visa (> 90 jours)	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	B	B	A	A	A	A
Communication des visas délivrés	B	A	B	B	A	A	A	A	A	B	A	B	A	A	A	A
Dossier VIS Mail (annonces)	B		B	B						B	A	B				
Annexes concernant le demandeur de visa <sup>14</sup>	B		B	B						B	A	B				
Données tirées du SIS, du RIPOL et de l'ASF-SLTD	B		B	B						B	A	B				
Emoluments et frais	B		B	B						B	B	B				

<sup>14</sup> Ces annexes sont sous forme de fichiers PDF (documents du demandeur de visa, remarques) et seront remplacées par un e-dossier dès que tous les documents auront été numérisés.

